

## 1 - TENDANCES INTERNATIONALES

### Zone euro à l'arrêt ... Économies émergentes toujours en ralentissement ... Croissance mondiale en stagnation

#### La Zone euro est en panne de croissance

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2014, l'activité en Zone euro enregistrait son quatrième trimestre consécutif de croissance (modérée). Toutefois, ce léger souffle de reprise avait rapidement été tempéré en raison de résultats, pour ce début d'année, inférieurs aux attentes. **Ces doutes se sont confirmés au 2<sup>ème</sup> trimestre avec une activité en stagnation ; les trois principales économies de la zone donnent aujourd'hui des signes de faiblesses.**

L'Allemagne, tout d'abord, a subi un brutal coup de frein sur son activité d'avril à juin (-0,2%, après +0,7% au 1<sup>er</sup> trimestre). Les causes de ce ralentissement : réduction de l'excédent de la balance commerciale comparé aux 3 mois précédents et net coup d'arrêt des investissements productifs. En d'autres termes, le principal moteur de la zone euro commence à souffrir de la faiblesse, sinon de l'absence, de reprise chez ses partenaires européens et, vraisemblablement aussi, des tensions géopolitiques sur son flanc Est.

La France est, pour sa part, engluée dans une cure d'assainissement de ses finances publiques et ne retrouve plus le chemin de la croissance (stagnation aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> trimestres). C'est un cercle vicieux : l'absence de cette dernière pesant en retour sur l'état des premières qui continuent de se dégrader (la dette publique a dépassé le seuil des 2 000 milliards d'€ au 2<sup>ème</sup> trimestre tandis que le déficit public anticipé pour l'année 2014 à -4,4% de PIB serait supérieur à celui de 2013).

Enfin, l'Italie replonge en récession (PIB à -0,1% puis -0,2% sur les 2 premiers trimestres), tout juste six mois après s'en être extirpée. Cette situation traduit à la fois un repli de l'investissement tant productif qu'en construction, une fragile stabilisation de la consommation ainsi qu'une dégradation de la contribution des échanges extérieurs.

Si dans le reste de la Zone, plusieurs pays ont profité d'un retour (Portugal, Pays-Bas) ou prolongé leur dynamique de croissance (Espagne, Belgique) au 2<sup>ème</sup> trimestre 2014, les prévisions d'activité tendent cependant quasi invariablement vers un ralentissement. La tendance empruntée par la plupart des indicateurs de confiance semblent en effet indiquer aujourd'hui que la diffusion de la reprise au sein de la Zone euro pourrait être en train de tourner court.

Dans les autres principales économies avancées, seul le bloc anglo-saxon, composé des États-Unis et de la Grande-Bretagne, a profité d'une croissance soutenue d'avril à juin et affiche, par ailleurs, un moral des industriels témoignant d'une dynamique en marche. A l'inverse, le PIB japonais s'est effondré au 2<sup>ème</sup> trimestre de -1,7% comparé aux 3 mois précédents (impact de la hausse de la TVA de 5 à 8% sur la consommation, salaires en baisse,...) et attend toujours les retombées des "Abenomics".

#### Émergents : modération, voire inquiétude ...

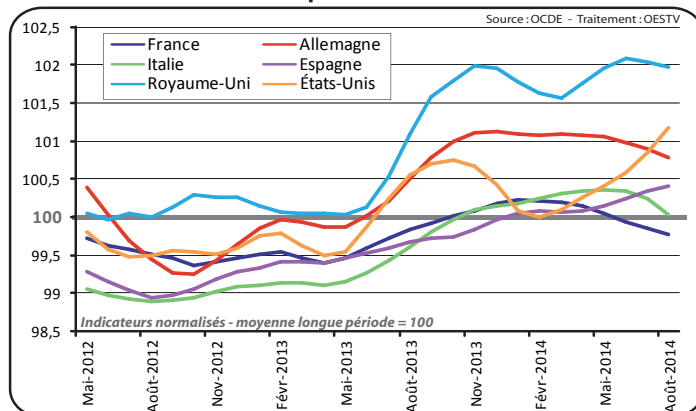
Comme depuis plusieurs années maintenant, la faiblesse de la reprise à l'échelle mondiale pèse sur la croissance **des pays émergents qui tend progressivement à se modérer.** Le Brésil, touché de plein fouet par la diminution de ses exportations et des cours mondiaux des matières premières, entame ainsi une 4<sup>ème</sup> année de croissance faible. L'économie Russe, déjà à la peine en 2013, décroche un peu plus sous les effets de la crise ukrainienne. En Chine et en Inde (qui conservent il est vrai des taux de croissance importants mais néanmoins inférieurs à ceux de la décennie passée), l'activité est également plus modérée en raison de resserrements sur l'accès au crédit afin de juguler les risques de sur-investissement et la formation de bulles spéculatives.

Croissance du PIB et prévisions (en %)

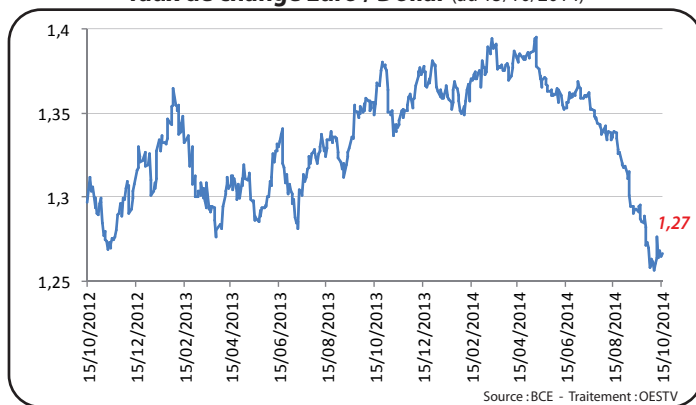
(Sources : FMI - octobre 2014)

	2012	2013	2014 (p)
<b>ZONE EURO</b>	<b>-0,7</b>	<b>-0,4</b>	<b>+0,8</b>
France	+0,3	+0,3	+0,4
Allemagne	+0,9	+0,5	+1,4
Espagne	-1,6	-1,2	+1,3
Italie	-2,4	-1,9	-0,2
Royaume-Uni	+0,3	+1,7	+3,2
États-Unis	+2,3	+2,2	+2,2
Japon	+1,5	+1,5	+0,9
<b>ÉCONOMIES AVANCÉES</b>	<b>+1,2</b>	<b>+1,4</b>	<b>+1,8</b>
Chine	+7,7	+7,7	+7,4
Inde	+4,7	+5,0	+5,6
Brésil	+1,0	+2,5	+0,3
Russie	+3,4	+1,3	+0,2
<b>ÉCONOMIES ÉMERGENTES</b>	<b>+5,1</b>	<b>+4,7</b>	<b>+4,4</b>
<b>MONDE</b>	<b>+3,5</b>	<b>+3,3</b>	<b>+3,3</b>

Indice de confiance des entrepreneurs de l'industrie manufacturière



Taux de change Euro / Dollar (au 15/10/2014)



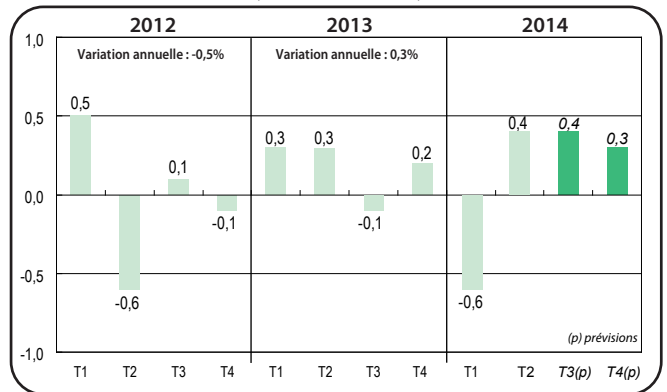
## 2 - FRANCE

### Consommation des ménages : rattrapage au printemps après un 1<sup>er</sup> trimestre en net repli

Après avoir subi, en début d'année, le contrecoup des achats anticipés d'automobiles de fin 2013, les effets d'un hiver particulièrement doux ainsi qu'une baisse dans l'alimentaire, **les dépenses de consommation des ménages se sont quelque peu redressées au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre (+0,4% après -0,6%),** notamment dans l'alimentaire et l'énergie. Les dépenses en services n'ont, par contre, que très modérément progressé (+0,1%) tandis qu'elles se repliaient pour les biens fabriqués (-0,2%).

**Pour les mois à venir,** l'évolution des dépenses de consommation des ménages se poursuivrait à un rythme très modéré (marché de l'emploi dégradé, faible hausse du pouvoir d'achat, début d'automne très doux,...) et, **sur l'ensemble de l'année, la croissance de ces dernières resterait ainsi contenue en s'établissant, comme en 2013, autour de +0,3%.**

#### Évolution trimestrielle de la consommation des ménages (variation T/T-1 en %)

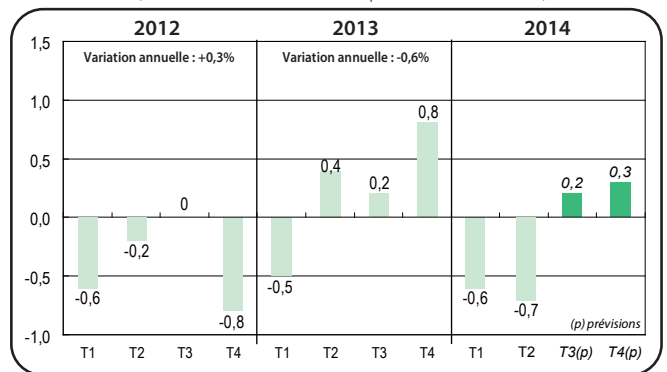


### Investissements : au plus bas aussi bien pour les entreprises que pour les ménages

Comme au 1<sup>er</sup> trimestre 2014, **les investissements des entreprises (non financières) continuent de se contracter assez nettement sur le 2<sup>ème</sup> trimestre (-0,7% après -0,6%);** tendance qui prolonge celle enregistrée sur l'ensemble de l'année passée.

**Pour le 2<sup>ème</sup> semestre 2014,** la faiblesse passée et prévisible de la demande ne permettra pas de réunir les conditions nécessaires à un redémarrage des immobilisations. L'évolution du taux de marge des entreprises, de nouveau en repli au printemps après un sursaut au 1<sup>er</sup> trimestre (EBE/VA à 29,3% au T2 2014, en baisse de 0,5 point), illustre les difficultés actuelles : les salaires progressent un peu plus vite que la productivité dans un contexte de faible inflation et, parallèlement, les prix poursuivent, de plus en plus, une tendance baissière. L'investissement continuera ainsi d'être mobilisé pour maintenir à niveau l'outil de travail mais ne sera pas dynamisé par des projets de développement.

#### Évolution trimestrielle des investissements des entreprises\* (variation T/T-1 en % - \*entreprises non financières)



**Les investissements des ménages** (essentiellement en logements) s'inscrivent, pour leur part, toujours en fort recul (-2,5% après -2,7% au 1<sup>er</sup> trimestre), et ce, pour le 10<sup>ème</sup> trimestre consécutif. Dans l'hypothèse (optimiste) d'une stabilisation de ces derniers sur les 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> trimestres, **ils s'établiraient en baisse de -6,9% sur l'ensemble de l'année 2014,** après -3,1% en 2013 et -2,2% en 2012.

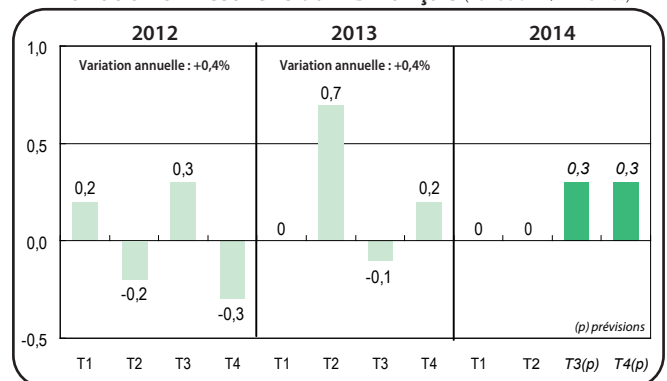
### Le PIB fait du surplace au 2<sup>ème</sup> trimestre ... Perspectives du même ordre attendues pour les mois à venir

Pour le deuxième trimestre consécutif, **la croissance de l'activité en France a été nulle d'avril à juin.**

**Par branche,** la production s'est très sensiblement repliée dans l'industrie manufacturière comparé au trimestre précédent (-0,9% après +0,8% au 1<sup>er</sup> trimestre) ainsi que dans la construction (-1,7% après -1,5%). Elle a, à l'inverse, résisté dans le commerce (+0,2% après +0,1%) et dans les services marchands (+0,2% après +0,3%). Au sein de ce dernier ensemble, apparaissent toutefois des différences notables selon les secteurs : baisse de l'activité dans l'hébergement-restauration, les transports et les services aux particuliers et poursuite de la hausse dans les services immobiliers, financiers et aux entreprises notamment.

**Pour la fin d'année,** les prévisions de PIB pourraient de nouveau être revues à la baisse compte tenu de la dégradation lente mais continue du climat des affaires depuis plusieurs mois. Ainsi, au 3<sup>ème</sup> trimestre, l'activité demeurerait au point mort avant un 4<sup>ème</sup> trimestre encore incertain mais vraisemblablement peu dynamique. **En conséquence, sur l'ensemble de 2014, la croissance demeurerait, pour la 3<sup>ème</sup> année consécutive, extrêmement mesurée (de l'ordre de 0,3% ... au mieux).**

#### Variation trimestrielle du PIB français (variation T/T-1 en %)



### Solde commercial : recul de nos importations mais aussi de nos exportations

Source : Douanes

**Sur les 7 premiers mois de 2014, le déficit de notre solde commercial** (données FAB/FAB y.c. matériel militaire) **s'est très légèrement réduit en s'établissant à -34,8 Mds€ contre -35,9 Mds€ un an plus tôt** (pour rappel ce dernier était de -40,1 Mds€ en 2012 et de -46,2 Mds€ en 2011). Cette réduction relève exclusivement d'une contraction de nos importations (-1,0%, 288,4 Mds€ contre 291,3 Mds€ en 2013) car, dans le même temps, nos exportations se sont également repliées (-0,7% ; soit 253,6 Mds€ contre 255,4 Mds€ en 2013).

## Climat des affaires en France en septembre 2014 : globalement en dégradation

Sources : INSEE - DARES - Pôle Emploi  
Traitement : OESTV

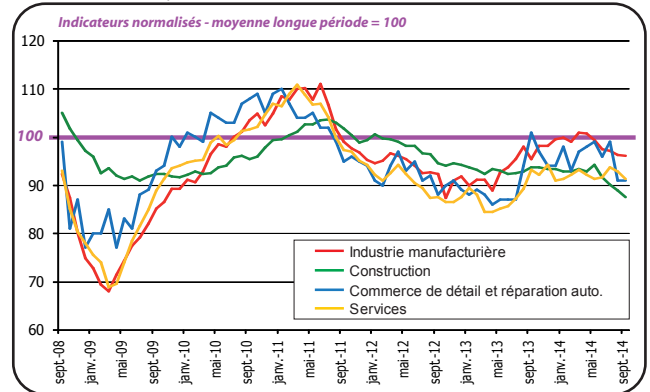
- **Industrie manufacturière** - Selon les chefs d'entreprise interrogés par l'Insee, le climat des affaires est stable au mois de septembre (à 96) mais reste cependant dans une dynamique négative depuis le mois de mars. Les carnets de commandes sont toujours considérés nettement inférieurs à la normale, et notamment ceux émanant de l'étranger qui s'inscrivent en baisse sensible sur ce mois. Le solde sur les perspectives générales (opinion des industriels sur l'activité de l'industrie dans son ensemble) ne se dégrade pas comparé au mois d'août mais demeure très nettement inférieur à sa moyenne long terme.

- **Construction / BTP** - L'indicateur du climat des affaires continue inexorablement de se replier (-1 point en septembre à 88) et se situe désormais à un niveau de plus en plus proche de ceux observés lors de la crise du bâtiment du milieu des années 90. L'activité passée est de nouveau estimée en baisse sur la période récente, les carnets de commandes toujours jugés très inférieurs à la normale, le pessimisme prime sur les mois à venir et les perspectives sur l'emploi sont donc en berne.

- **Commerce de détail / automobile** - S'il demeure stable en septembre (à 91), on rappellera toutefois que l'indicateur synthétique du climat des affaires avait perdu 8 points entre juillet et août. Tant dans le commerce de détail que dans l'automobile, les ventes passées sont déclarées en baisse après le léger mieux observé en tout début d'été. Pour la période à venir, ni dégradation, ni véritable amélioration : les perspectives restent basses dans un secteur où les chefs d'entreprise sont de plus en plus nombreux à déclarer des baisses de prix.

- **Services marchands** - En septembre, le climat des affaires se replie de 2 points (à 91) et reste, comme depuis un an maintenant, dans une fourchette de 7 à 9 points en dessous de sa moyenne long terme. Compte tenu de la dynamique des autres secteurs d'activité, du pouvoir d'achat des ménages et de l'emploi, les anticipations d'activité pour les 3 prochains mois ont globalement tendance à se dégrader.

### Indicateurs synthétiques du climat des affaires en France



## Emploi salarié - Légère amélioration au 2<sup>ème</sup> trimestre en raison d'une hausse de l'intérim

Après s'être globalement stabilisé au cours du 2<sup>ème</sup> semestre 2013, l'emploi salarié marchand n'avait toutefois pas résisté à la conjoncture atone du 1<sup>er</sup> trimestre 2014 au cours duquel 20 200 emplois avaient été détruits.

Au 2<sup>ème</sup> trimestre, dans un contexte économique toujours atone, il s'est très légèrement redressé (+0,1%, soit +8 400 postes) en raison notamment d'un rebond de l'intérim.

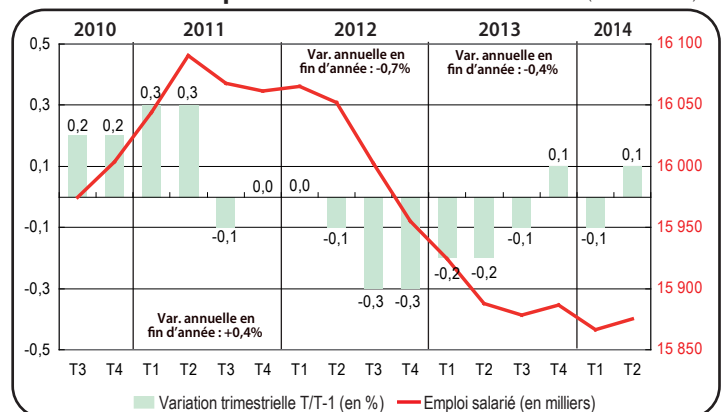
### Évolution de l'emploi salarié par secteur d'activité au 2<sup>ème</sup> trimestre 2014 (secteurs marchands uniquement)

- Dans l'INDUSTRIE, 8 100 emplois ont été détruits, après respectivement -7 000, -10 900 et -13 600 lors des 3 trimestres précédents. En se replaçant dans une perspective de plus long terme, rappelons que ce secteur perd de l'emploi sans discontinuer depuis le 2<sup>ème</sup> trimestre 2001. A fin juin 2014, la France compte 3,156 millions de salariés dans l'industrie pour une évolution des effectifs de -1,2% sur un an (-39 600 postes).

- Dans la CONSTRUCTION/BTP, 8 800 postes (-0,6%) ont été perdus au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre 2014, soit une tendance un peu plus vive que sur les trimestres précédents. Rappelons également que le secteur perd des emplois de façon quasi continue depuis fin 2008. A fin juin 2014, la France compte 1,378 million de salariés dans ce secteur d'activité pour une évolution des effectifs de -1,9% sur un an (-26 800 emplois).

- Dans le TERTIAIRE MARCHAND, plus de 25 000 emplois ont été créés au 2<sup>ème</sup> trimestre sous l'effet notamment d'un nouveau retournement de l'intérim : +14 000 postes, après -15 300 et +21 900 lors des 2 trimestres précédents. Hors intérim, les gains d'emplois se sont élevés à 11 200 postes (gains dans le commerce et les activités juridiques, comptables et de gestion principalement). A fin juin 2014, la France compte 11,342 millions de salariés dans le tertiaire marchand, soit des effectifs en progression de +0,5% sur un an (+53 700 emplois).

### Évolution de l'emploi salarié - secteurs marchands (données cvs)



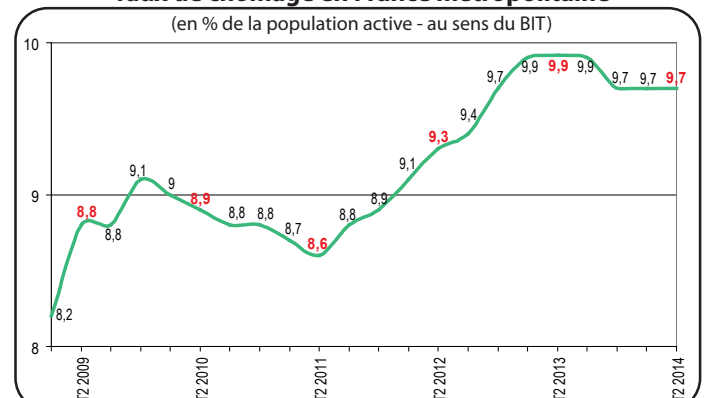
## Taux de chômage stable depuis trois trimestres ... à un haut niveau

En moyenne sur le 2<sup>ème</sup> trimestre 2014, le taux de chômage au sens du BIT en France métropolitaine s'est établi à 9,7% de la population active, soit le même que celui observé sur les 3 mois précédents et en repli de 0,2 point sur un an.

Selon Pôle Emploi, à fin août 2014, le nombre de demandeurs d'emploi (DE) de catégorie A en France métropolitaine a légèrement diminué de -0,3% (-11 100) comparé au mois précédent pour s'établir à 3,413 millions (pour rappel, il avait progressé de respectivement +0,8%, +0,3%, +0,7% et +0,4% aux mois de juillet, juin, mai et avril).

Sur un an, le nombre de DE continue ainsi de progresser assez nettement de +5,2%, soit 170 000 DE supplémentaires.

### Taux de chômage en France métropolitaine



### 3 - Conjoncture vendéenne : Chiffre d'affaires (CA) des entreprises

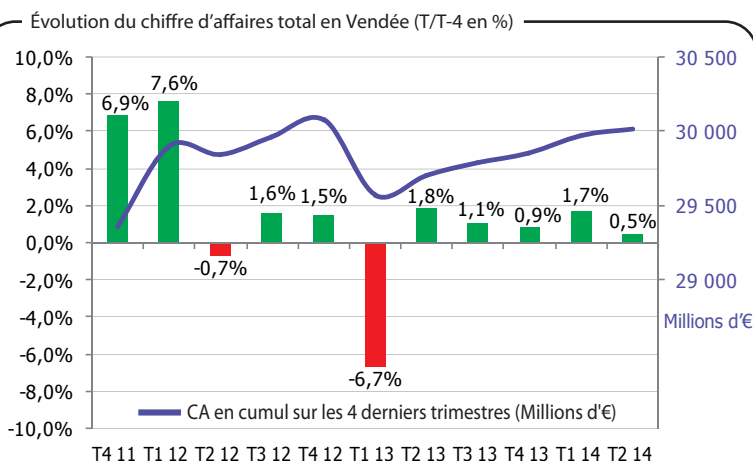
Source : DGFiP - Traitement : OESTV

#### Le chiffre d'affaires global progresse faiblement sur les 6 premiers mois de 2014

Les entreprises vendéennes relevant du régime réel normal (hors entreprises financières) ont déclaré un chiffre d'affaires de 14 751 millions d'euros (M€) sur le 1<sup>er</sup> semestre 2014 contre 14 595 au 1<sup>er</sup> semestre 2013, soit en légère hausse de +1,1%.

En termes de rythme d'évolution, le volume de l'activité a progressé modérément au 1<sup>er</sup> trimestre (+1,7% comparé au 1<sup>er</sup> trimestre 2013), puis encore plus timidement au 2<sup>ème</sup> (+0,5%).

Sur ces 6 premiers mois de 2014, le CA global des entreprises évolue également faiblement en Région (+0,8%) tandis qu'il se replie assez nettement de -5,5% à l'échelle nationale.

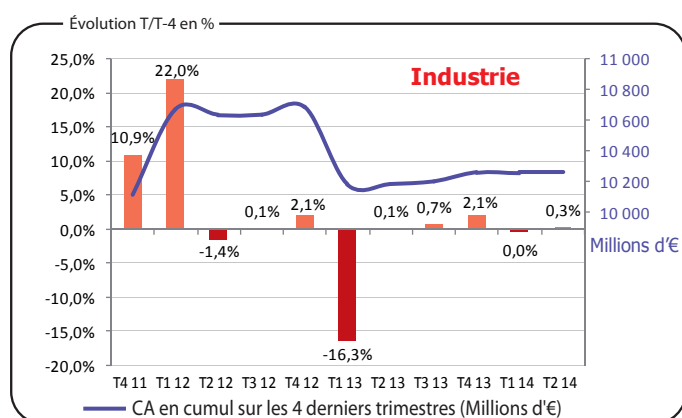


#### INDUSTRIE : Activité atone aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>d</sup> trimestres ... comme depuis plus de 2 ans maintenant

↳ **INDUSTRIE** (35,1% du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises vendéennes sur le 1<sup>er</sup> semestre 2014)

Le chiffre d'affaires réalisé au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2014 par les entreprises vendéennes appartenant au secteur de l'industrie (5 179 millions d'euros) est resté stable comparé à celui enregistré sur la même période de l'année passée.

Depuis maintenant 2 ans, la croissance de l'activité est quasi atone dans l'industrie vendéenne (d'autant plus que ces statistiques relatives aux chiffres d'affaires sont données en volumes courants donc non corrigées de l'inflation).

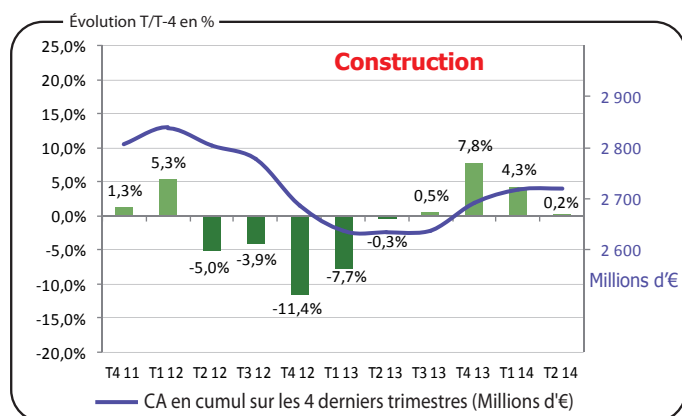


#### CONSTRUCTION/BTP : les volumes d'affaires stagnent au 2<sup>ème</sup> trimestre 2014

↳ **CONSTRUCTION/BTP** (8,8% du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises vendéennes sur le 1<sup>er</sup> semestre 2014)

Les entreprises du secteur de la construction ont déclaré un chiffre d'affaires de 1 298 millions d'euros sur le 1<sup>er</sup> semestre 2014 contre 1 271 M€ sur le 1<sup>er</sup> semestre 2013, soit une hausse de l'activité de +2,1%.

Toutefois, après un 1<sup>er</sup> trimestre mieux orienté par rapport à la même période de l'année passée (rattrapage), l'activité stagne (+0,2%) désormais sur le 2<sup>ème</sup> trimestre (faiblesse de l'investissement en logement, en bâtiments non résidentiels,...).

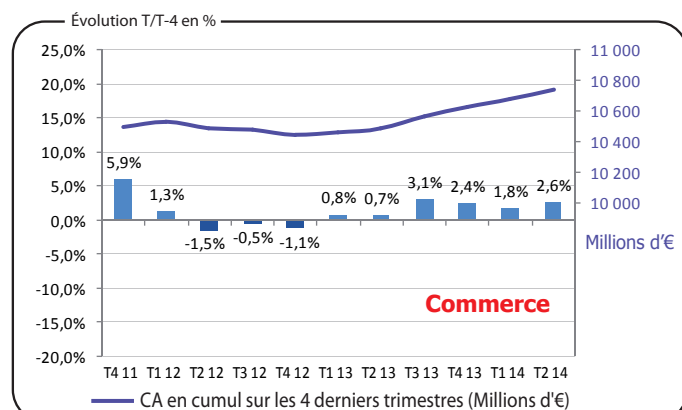


#### COMMERCE : Progression régulière mais relativement mesurée sur les 4 derniers trimestres

↳ **COMMERCE** (35,5% du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises vendéennes sur le 1<sup>er</sup> semestre 2014)

Le chiffre d'affaires des entreprises vendéennes appartenant au secteur du commerce s'est élevé à 5 238 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2014 contre 5 125 M€ un an plus tôt, soit une hausse de +2,2%.

L'activité a progressé aussi bien en début d'année (+1,8%) qu'au printemps (+2,6%).



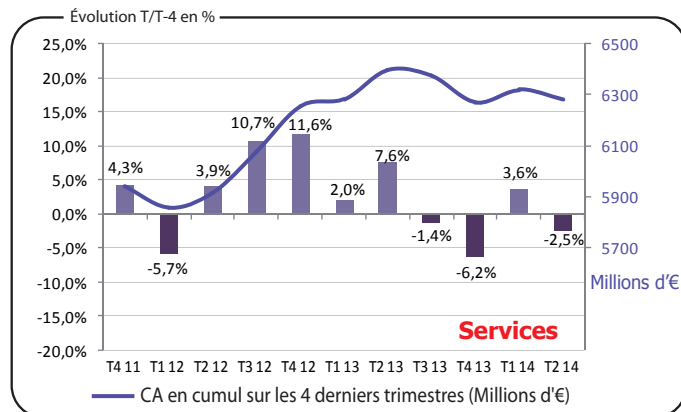


## SERVICES : Rebond de l'activité sur le 1<sup>er</sup> trimestre ... recul au 2<sup>ème</sup>

↳ **SERVICES** (20,6% du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises vendéennes sur le 1<sup>er</sup> semestre 2014)

**Les entreprises du secteur des services (hors activités financières) ont déclaré un chiffre d'affaires de 3 036 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2014, quasi identique à celui observé au 1<sup>er</sup> semestre 2013 (+0,3%).**

Cette évolution moyenne masque toutefois une inversion de tendance au cours de la période considérée : hausse au 1<sup>er</sup> trimestre (+3,6% comparé au 1<sup>er</sup> trimestre 2013), puis contraction au 2<sup>d</sup> (-2,5%).



## 4 - Conjoncture vendéenne : Investissements\* des entreprises

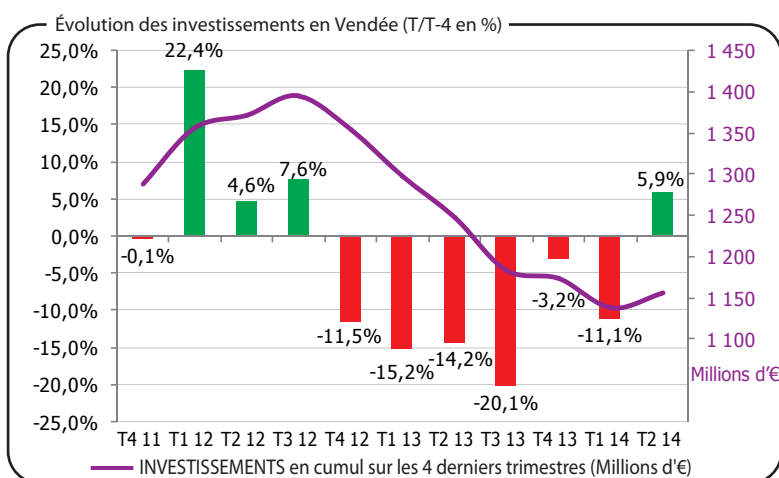
Source : DGFiP - Traitement : OESTV

### Hausse des investissements\* sur le 2<sup>ème</sup> trimestre 2014 après 6 trimestres consécutifs de forte dégradation (\*estimés à partir de la TVA déductible sur immobilisations)

**Les montants investis par les entreprises vendéennes (hors entreprises financières) se sont élevés à 594 millions d'€ sur le 1<sup>er</sup> semestre 2014 contre 612 M€ au 1<sup>er</sup> semestre 2013, soit en recul de -2,9%.**

Après 6 trimestres consécutifs à la baisse, les investissements progressent toutefois à nouveau au 2<sup>ème</sup> trimestre 2014 de +5,9% (comparé au 2<sup>ème</sup> trimestre 2013), en raison exclusivement des fortes immobilisations enregistrées dans le secteur du commerce.

Comme en Vendée, les investissements en France reculent sur le 1<sup>er</sup> semestre 2014 de -3,3% tandis qu'ils stagnent en Région à +0,1%.



### Investissements par secteur en Vendée

↳ **INDUSTRIE** (29,2% des investissements sur le 1<sup>er</sup> semestre 2014)

**Les entreprises industrielles ont déclaré 174 millions d'euros d'investissements sur le 1<sup>er</sup> semestre 2014 contre 186 M€ un an plus tôt, soit une baisse de -6,7%.**

Les immobilisations des entreprises industrielles se sont stabilisées au 2<sup>ème</sup> trimestre 2014 (-0,3% comparé au 2<sup>ème</sup> trimestre 2013) après 6 trimestres consécutifs de fort recul.

↳ **CONSTRUCTION** (7,0% des investissements sur le 1<sup>er</sup> semestre 2014)

**Les entreprises du secteur de la construction ont investi 41,8 millions d'euros au 1<sup>er</sup> semestre 2014 contre 41,5 M€ sur le 1<sup>er</sup> semestre 2013, soit une légère hausse de +0,9%.**

Alors que les investissements avaient rebondi sur les trois premiers mois de l'année (+8,3%), ils sont repartis à la baisse sur les trois suivants (-5%).

↳ **COMMERCE** (21,9% des investissements sur le 1<sup>er</sup> semestre 2014)

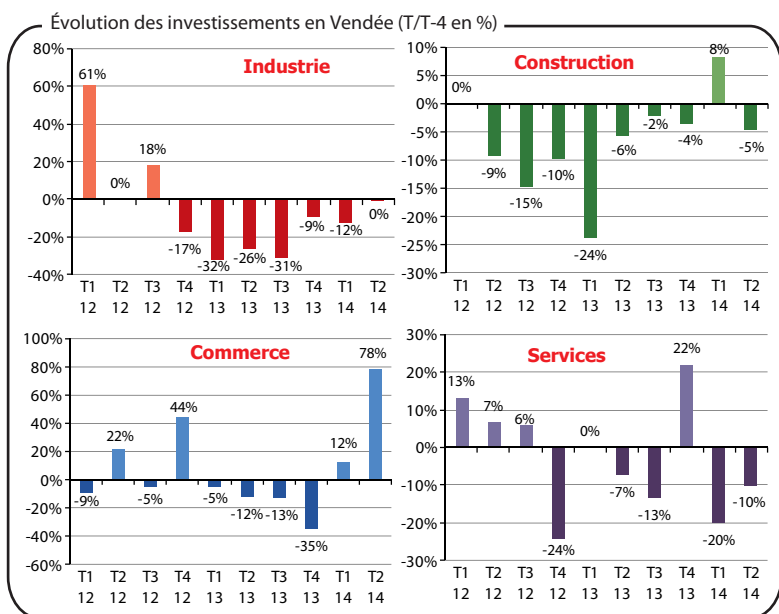
**Les entreprises du secteur du commerce ont déclaré 130 millions d'euros d'immobilisations sur le 1<sup>er</sup> semestre 2014 contre 91 M€ sur le 1<sup>er</sup> semestre 2013, soit une très forte hausse de +42,9%.**

Ce rebond des investissements dans le commerce se produit après une année 2013 particulièrement tendue (-18,1% comparé à 2012).

↳ **SERVICES** (42,0% des investissements sur le 1<sup>er</sup> semestre 2014)

**Les entreprises du secteur des services (hors entreprises financières) ont investi 250 millions d'euros sur le 1<sup>er</sup> semestre 2014 contre 294 M€ sur le 1<sup>er</sup> semestre 2013, soit une franche dégradation de -15,0%.**

Ce repli prononcé des immobilisations s'enregistre aussi bien sur le 1<sup>er</sup> trimestre (-19,9%) que sur le 2<sup>ème</sup> (-9,9%).

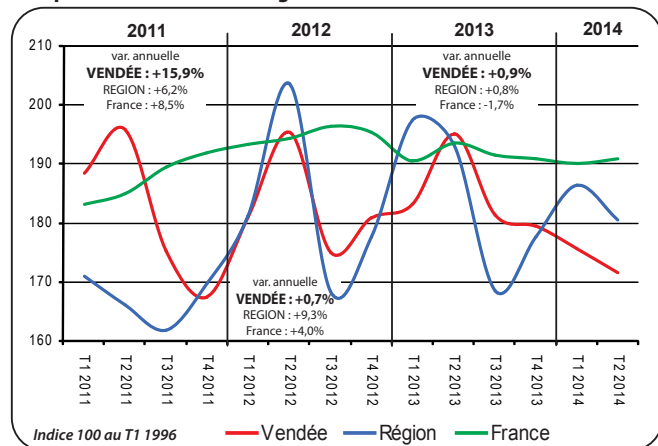


## 5 - VENDÉE : Exportations

Source : Direction des Douanes - Traitement : OESTV

### Repli assez marqué des exportations vendéennes au 1<sup>er</sup> semestre 2014

Exportations : Vendée - Région - France (données CAF/FAB hors mat. militaire)



**Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2014, le montant des exportations vendéennes s'est élevé à 933 millions d'€, soit en repli de -8,2% comparé à la même période de 2013 (1 016 millions d'€).**

Cette érosion est observée au 1<sup>er</sup> trimestre (-4,1%) et plus encore au 2<sup>d</sup> (-12%). Elle confirme la difficulté de nos entreprises à conserver leurs volumes à l'export dans un contexte national et européen quasi atone.

**En Région et en France**, les montants exportés (données CAF/FAB) sur ce 1<sup>er</sup> semestre 2014 empruntent également une tendance baissière plus ou moins prononcée : -6,1% pour les Pays de la Loire et -0,8% pour l'Hexagone.

### Principaux produits exportés depuis la Vendée au S1 2014

La majorité des postes enregistre une baisse sensible des montants exportés, et particulièrement ceux des "viandes et produits à base de viande" (cette filière était devenue le premier poste vendéen à l'export en 2012 et 2013) et des "machines et équipements d'usage général" (poste qui s'était fortement développé à l'export entre 2010 et 2013).

Si la filière nautique apparaît comme le secteur le plus contributeur à nos exportations, elle poursuit toutefois également une tendance de fond baissière (liée à la nouvelle géographie des marchés en croissance) empruntée depuis maintenant plusieurs années.

Produit	1 <sup>er</sup> sem. 2014 / 1 <sup>er</sup> sem. 2013
Navires et bateaux (18% des exportations en valeur au 1 <sup>er</sup> semestre 2014)	-10%
Viandes et produits à base de viande (11%)	-29%
Machines et équipements d'usage général (8%)	-17%
Produits de la culture et de l'élevage (6%)	-6%
Produits de boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires (6%)	+11%
Machines diverses d'usage spécifique (5%)	+26%
Articles d'habillement (5%)	0%
Machines agricoles et forestières (5%)	+5%
Produits alimentaires divers (4%)	-14%
Équipements pour automobiles (4%)	+2%
Matériel électrique (2%)	-25%
Produits chimiques de base, prod. azotés, mat. plastiques (2%)	-3%
Produits en plastique (2%)	+17%

## 6 - VENDÉE : Créations d'entreprises

Source : INSEE  
Traitement : OESTV

### Recul prononcé des créations d'entreprises (hors auto-entreprises) au 2<sup>ème</sup> trimestre 2014

↳ Selon l'Insee, 2 054 entreprises (y compris auto-entreprises) ont été créées, reprises ou réactivées dans notre département au 1<sup>er</sup> semestre 2014 contre 2 075 au 1<sup>er</sup> semestre 2013, **soit un léger repli de -1,0%**. Cette baisse relève essentiellement de celle relative aux créations hors auto-entreprises.

En France et en Région, ces créations totales s'affichent respectivement en progression de +2,2% et en relative stabilité (+0,5%).

↳ **Dans le détail, les créations hors auto-entreprises ont reculé sur le 1<sup>er</sup> semestre 2014 de -5,5% en Vendée : soit 1 048 créations contre 1 109 sur le 1<sup>er</sup> semestre 2013.**

Après un bon 1<sup>er</sup> trimestre (+10,2% comparé au 1<sup>er</sup> trimestre 2013), les créations hors auto-entreprises se sont très fortement dégradées d'avril à juin (-19,8%).

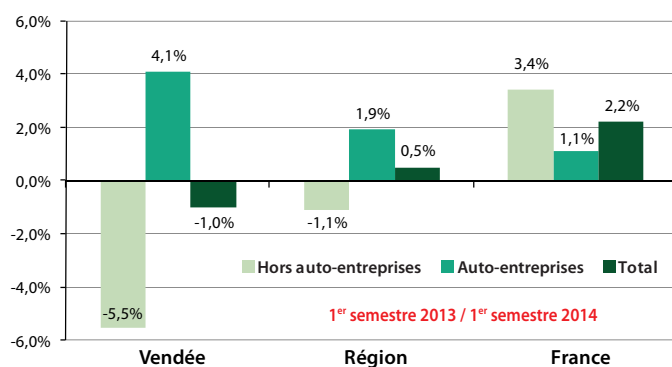
La France enregistre, pour sa part, une hausse des créations hors auto-entreprises de +3,4% tandis que la Région s'inscrit en baisse de -1,1%.

**Les créations d'auto-entreprises**, quant à elles, progressent de +4,1% sur le 1<sup>er</sup> semestre 2014 dans notre département (+1,9% en Région et +1,1% en France).

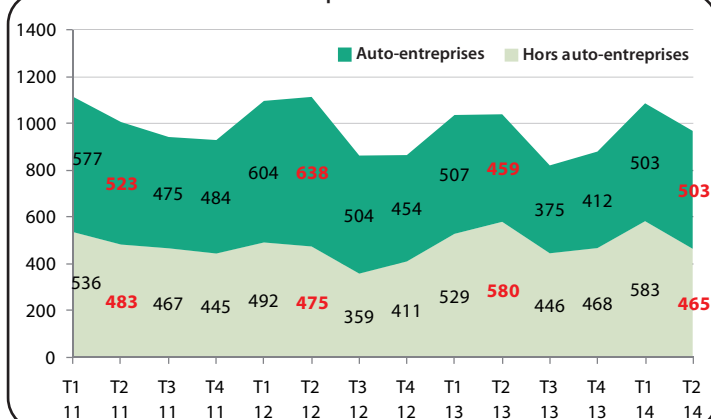
Après un 1<sup>er</sup> trimestre atone (-0,8%), ces dernières sont vivement reparties à la hausse (+9,6%) sur le 2<sup>ème</sup>.

Sur les 6 premiers mois de l'année, elles ont représenté 49% des créations totales en Vendée contre 54% en Région et 52% en France.

### Évolution du nombre de créations d'entreprises



### Nombre de créations d'entreprises selon le statut en Vendée



## 7 - Conjoncture vendéenne : Défaillances d'entreprises

Source : Insee, Banque de France - Traitement : OESTV

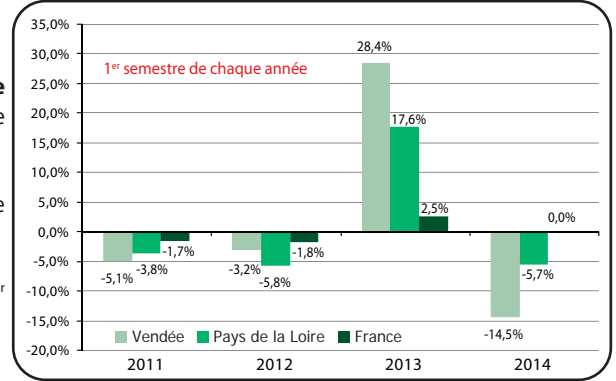
### Amélioration sur le front des défaillances au 1<sup>er</sup> semestre 2014

Le nombre de défaillances d'entreprises a nettement reculé sur le 1<sup>er</sup> semestre 2014 de **-14,5%** en Vendée, soit 294 défaillances contre 344 sur le 1<sup>er</sup> semestre 2013.

Malgré ce fort recul, les défaillances s'établissent encore à un niveau supérieur à ceux observés pour les mêmes périodes des années antérieures de 2012 et 2011 (respectivement 268 et 277 défaillances).

En Région, le nombre de défaillances s'est également replié au 1<sup>er</sup> semestre de **-5,7%**, tandis qu'il stagnait à l'échelle française.

### Défaillances d'entreprises



## 8 - Conjoncture vendéenne : Emploi salarié marchand

Sources : Insee / Pôle Emploi - Traitement : OESTV

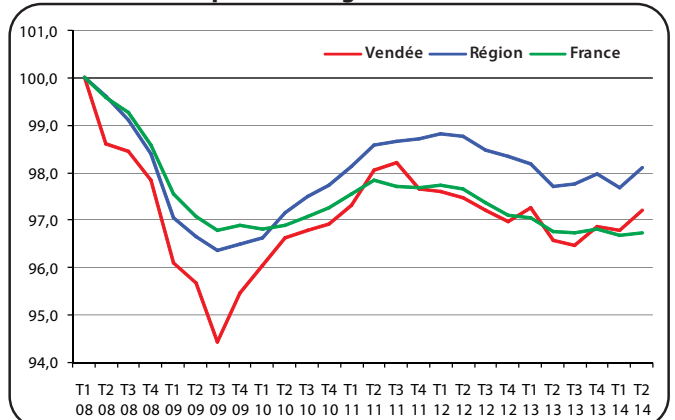
### Après 3 premiers mois atone, l'emploi progresse à nouveau entre mars et juin 2014

L'emploi salarié dans les activités marchandes non agricoles en Vendée (données cvs) progresse de **+0,4%** (gain de **693 emplois**) entre mars et juin 2014, après s'être légèrement replié sur les 3 premiers mois de l'année (-0,1% entre mars 2014 et décembre 2013, soit une perte de 107 emplois).

Selon l'Insee, la Vendée compte **157 292 emplois salariés dans les activités marchandes non agricoles à fin juin 2014**, en hausse sur un an de **+0,7%** (gain de 1 065 postes).

Comme dans notre département, les effectifs salariés ligériens augmentent sur un an à fin juin 2014 de **+0,4%** tandis qu'à l'échelle nationale, ils stagnent.

### Évolution de l'emploi salarié global (données CVS - base 100 T1 08)



### L'emploi salarié par secteur d'activité en Vendée

À fin juin 2014, le secteur de l'INDUSTRIE maintient quasiment ses emplois : **-0,1%** comparé à fin mars 2014, soit une perte de 37 postes.

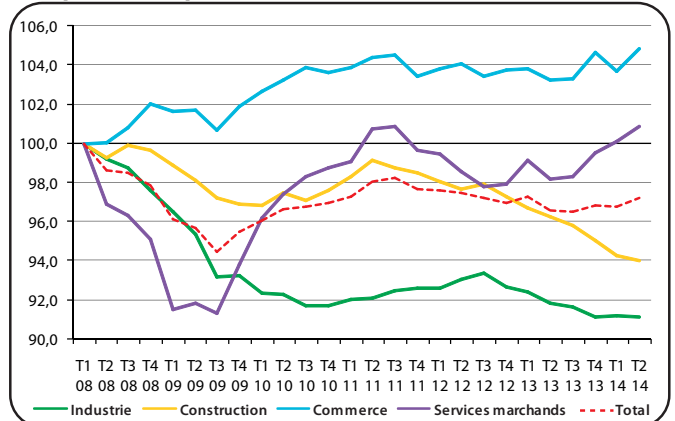
La Vendée compte 53 408 emplois salariés dans le secteur de l'industrie à fin juin 2014 qui s'inscrivent en retrait de **-0,8%** sur un an (-422 postes).

L'emploi dans la CONSTRUCTION s'affiche en recul pour le 7<sup>ème</sup> trimestre consécutif à fin juin 2014 (**-0,3%** comparé à mars, soit **-53 emplois**).

Notre département rassemble 18 943 emplois salariés dans la construction ; ces derniers s'établissent en net retrait de **-2,3%** sur un an (-450 postes).

Dans le COMMERCE, les effectifs ont assez nettement progressé entre mars et juin 2014 de **+1,1%** pour un gain de **341 postes**. Selon l'Insee, 31 019 emplois salariés sont recensés en Vendée dans le commerce à fin juin 2014 ; ils s'inscrivent en hausse de **+1,6%** sur un an (+474 postes).

### Emploi salarié par secteur en Vendée (données CVS - base 100 T1 08)



Le secteur des SERVICES MARCHANDS enregistre également une hausse de ses effectifs à hauteur de **+0,8%** au 2<sup>ème</sup> trimestre, soit un gain de **442 emplois**. Les effectifs dans les services s'élèvent à 53 922 salariés en Vendée à fin juin 2014 et progressent fortement de **+2,8%** sur un an (+1 463 emplois), en raison notamment d'une reprise de l'intérim depuis environ un an.

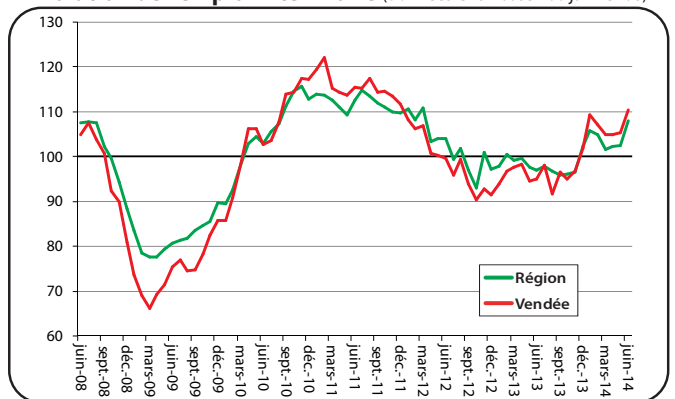
### Intérim en Vendée : rebond en juin après un début d'année délicat

Selon Pôle Emploi, le nombre d'intérimaires progresse à nouveau en juin 2014 de **+4,7%** comparé à mai (gain de **385 postes**), après avoir reculé, puis stagné, depuis le début de l'année (-3,6% entre janvier et avril 2014).

Comparé à juin 2013, l'emploi intérim profite d'une hausse soutenue de **+16,2%** ; soit près de **1 200 postes supplémentaires sur un an**.

A fin juin 2014, la Vendée compte 8 551 intérimaires (données CVS).

### Évolution de l'emploi intérimaire (données CVS - base 100 janvier 06)



## 9 - VENDÉE : Chômage

Sources : Insee, Pôle Emploi & Dares - Traitement : OESTV

### Le nombre de demandeurs d'emploi repart à la hausse au mois d'août après l'éclaircie de juillet

**Au mois d'août, la Vendée enregistre une nouvelle hausse du nombre de demandeurs d'emploi de +1,6% (soit 444 DE de plus) comparé au mois précédent (+0,8% en Région et -0,3% en France).**

Selon Pôle Emploi, **la Vendée compte 28 661 demandeurs d'emploi de catégorie A** à la fin du mois d'août 2014 (données CVS) **en progression de +7,5% sur un an, soit 1 990 DE supplémentaires\***.

**La Région et la France** enregistrent également une hausse très sensible du nombre de DE sur un an, de respectivement +6,9% et +5,2%.

### Évolution sur un an à fin août par catégorie de demandeurs d'emploi

Hausse du nombre de DE dans toutes les catégories :

- **Femmes** : +6,9% (+931 DE)
- **Hommes** : +8,1% (+1 059)
- **Moins de 25 ans** : +3,4% (+171)
- **Plus de 50 ans** : +15,2% (+993)

### Évolution du nombre de DE par zone d'emploi

La progression du nombre de demandeurs d'emploi (données brutes - Cat.A) **sur un an à fin août 2014** est globalement soutenue dans l'ensemble des zones d'emploi vendéennes, exceptée dans celle de Fontenay-le-Comte :

- ⇒ +1,6% pour **Fontenay-le-Comte** (soit la hausse la moins forte des zones d'emploi ligériennes)
- ⇒ +7,5% pour **les Sables d'Olonne**
- ⇒ +8,1% pour **les Herbiers**
- ⇒ +8,6% pour **Challans**
- ⇒ +8,9% pour **la Roche-sur-Yon**

### Taux de chômage en Vendée - 2<sup>ème</sup> trim. 2014

**En moyenne sur le 2<sup>ème</sup> trimestre 2014, le taux de chômage en Vendée s'établit à 8,4% de la population active** soit le même que sur le trimestre précédent.

**Sur un an, ce taux recule très légèrement de 0,1 point** (pour rappel, il demeure toutefois environ 3 points au dessus de celui qui était observé au 1<sup>er</sup> trimestre 2008).

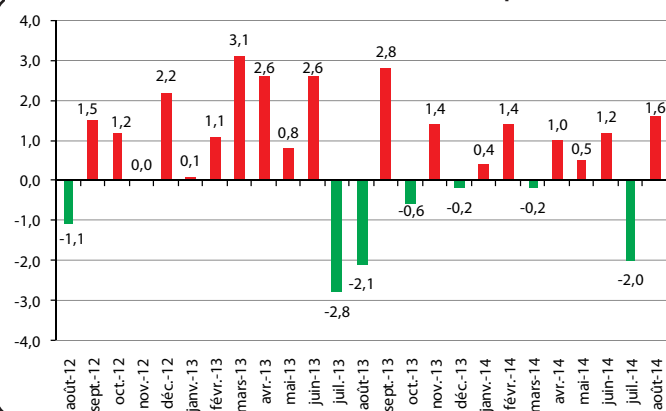
En Région (8,6%) et en France (9,7%), on observe également une stabilisation du taux de chômage comme sur les trimestres précédents.

### Par zone d'emploi

**La zone d'emploi des Herbiers** est toujours celle qui dispose du taux de chômage le plus bas de la Région à **5,5%** de sa population active (en baisse de 0,1 point comparé au T1 2014). Les autres zones d'emploi vendéennes proposent, pour leur part, des taux plus élevés : 8,4% pour **la Roche-sur-Yon** (stable), 9,8% pour **Fontenay-le-Comte** (en baisse de 0,1 point), 10,1% pour **Challans** (en hausse de 0,2 point) et 11,2% pour **les Sables d'Olonne** (en hausse de 0,1 point ... soit le taux de chômage le plus élevé des zones d'emploi ligériennes).

*\* En raison de la défaillance dans l'acheminement d'une partie des messages de relance envoyés aux DE lors de la campagne d'actualisation du mois d'août 2013, le nombre de sorties pour défaut d'actualisation enregistrées au mois d'août 2013 a été inhabituellement élevé. Ceci a eu un impact à la baisse sur le nombre de DE inscrits fin août 2013, qui conduit à un impact à la hausse sur l'évolution du nombre de DE entre août 2013 et août 2014.*

### Évolution mensuelle du nombre de demandeurs d'emploi en Vendée (cvs)

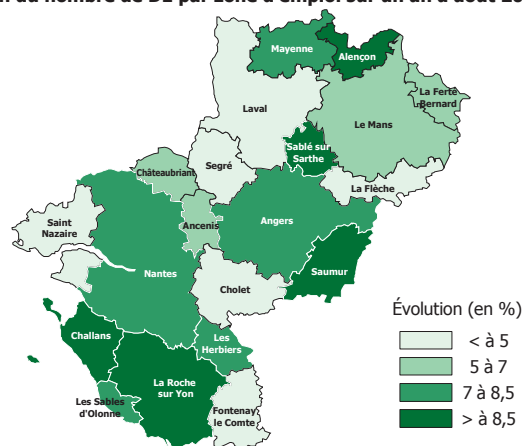


### Demandeurs d'emploi Cat.A (données C.V.S.\*) et Taux de chômage

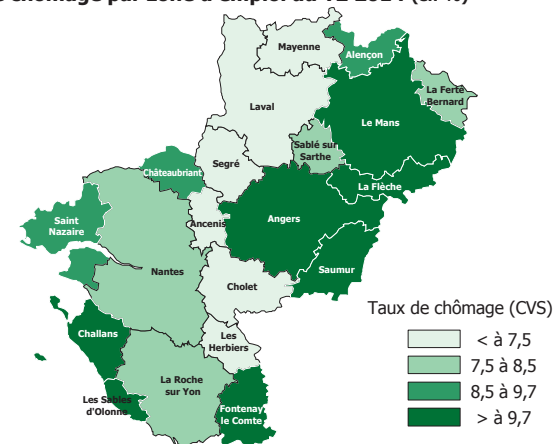
	Août 2014	Évol. août 2013 / août 2014	Taux T2 2013	Taux T2 2014
Vendée	28 661	+1 990 (+7,5%)	8,5%	8,4%
Région	168 980	+10 838 (+6,9%)	8,7%	8,6%

\* données corrigées des variations saisonnières

### Évolution du nombre de DE par zone d'emploi sur un an à août 2014 (en %)



### Taux de chômage par zone d'emploi au T2 2014 (en %)





## Offres d'emploi enregistrées : Après une année 2013 délicate (-16% comparé à 2012), les offres d'emplois rebondissent sur les 8 premiers mois de 2014

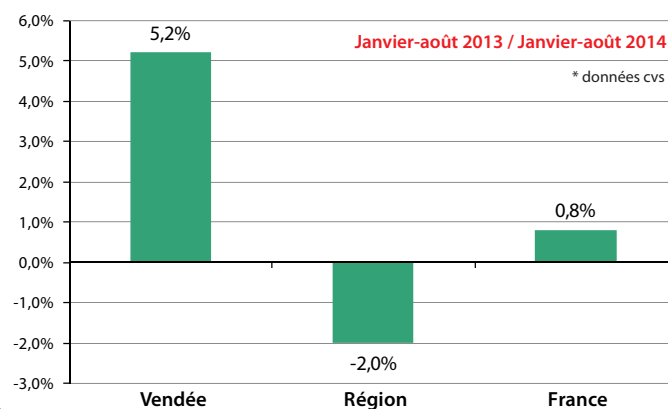
En Vendée, Pôle Emploi a enregistré **15 909 offres d'emploi sur les 8 premiers mois de 2014** contre 15 121 sur la même période de 2013, **soit une hausse de +5,2%**.

Le rebond enregistré en fin d'année dernière (+7,8% au 4<sup>ème</sup> trimestre 2013 comparé au 4<sup>ème</sup> trimestre 2012 contre -26% au 1<sup>er</sup> trimestre, -22% au 2<sup>ème</sup> et -18% au 3<sup>ème</sup>) se prolonge sur les 8 premiers mois de 2014 (+7,7% au 1<sup>er</sup> trimestre et +5,3% au 2<sup>ème</sup>).

Sur la période considérée, les offres d'emploi enregistrées stagnent à +0,8% au niveau national tandis qu'elles reculent de -2,0% à l'échelon régional.

Notons que **63%** des offres d'emploi enregistrées sur la période janvier/août 2014 concernent **des emplois non durables (moins de 6 mois) en Vendée** contre 56% en Région et 51% en France.

Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées\*



## 10 - VENDÉE : Logements

Sources : Sit@del2 et Cellule économique régionale du BTP des Pays de la Loire - Traitement : OESTV

### Le niveau des permis de construire autorisés en Vendée est au plus bas sur les 8 premiers mois de 2014 ... comme celui des mises en chantier de logements

Avec **2 521 logements autorisés en Vendée sur les 8 premiers mois de 2014**, les permis de construire délivrés reculent très nettement de **-21,5% comparé à la même période de 2013** (3 213 autorisations).

Notons toutefois que **le nombre d'autorisations a fortement rebondi sur les 3 derniers mois** : +63% en juin, +53% en juillet et +52% en août comparé aux mêmes mois de l'année passée.

Le logement individuel (81% de l'ensemble des permis délivrés sur les 8 premiers mois de 2014) **se contracte de -27%** : **2 038 autorisations contre 2 806 un an auparavant**. Plus précisément, les permis se sont repliés aussi bien dans l'individuel pur (1 784 contre 2 421, soit -26%) que dans l'individuel groupé (254 contre 385, soit -34%).

Dans le collectif, les autorisations ont, pour leur part, progressé de **+19%** sur la période considérée ; soit 483 permis contre 407 sur la période considérée.

Concernant les mises en chantier de logements dans notre département, elles ont aussi très nettement baissé sur les 8 premiers mois de 2014 de près de 30%. Ces dernières se sont contractées fortement sur chaque mois de 2014, et particulièrement sur les 2 derniers connus (-41% en juillet et -53% en août). Elles se sont repliées aussi bien dans l'individuel (-31% ; 1 753 contre 2 524 sur les 8 premiers mois de 2013) que dans le collectif (-21% ; 381 contre 485).

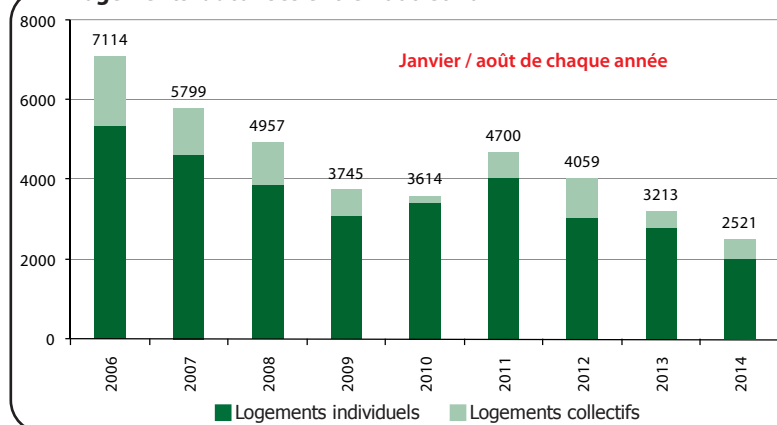
En Région, les permis de construire délivrés sur les 8 premiers mois de 2014 se replient également (-10% : -19% dans l'individuel et +8% dans le collectif), tout comme les mises en chantier (-16% : -25% dans l'individuel et +3% dans le collectif).

À l'échelle de l'Hexagone, la tendance est la même : autorisations de permis en baisse de -16% (-24% dans l'individuel et -7% dans le collectif), tout comme les mises en chantier (-16% : -22% dans l'individuel et -10% dans le collectif).

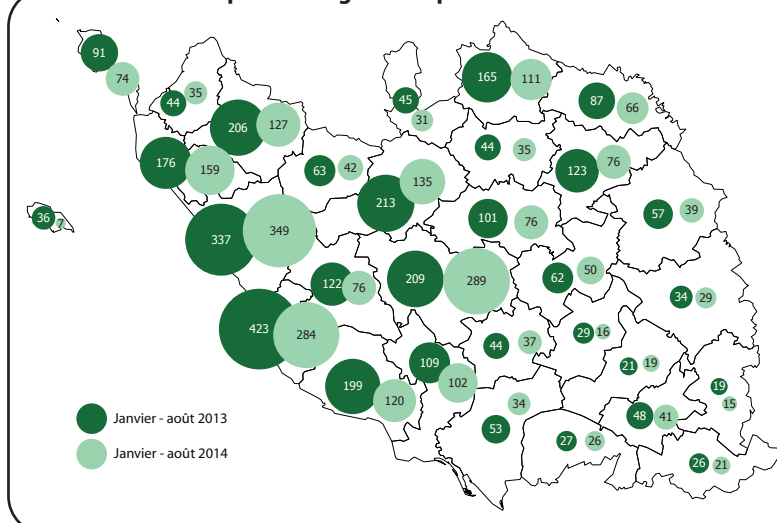
	Vendée		Région		France	
	Janv.-août 2014	Évol. 2013/2014	Janv.-août 2014	Évol. 2013/2014	Janv.-août 2014	Évol. 2013/2014
Logements autorisés*	2 521	-21,5%	13 626	-9,7%	222 156	-16,0%
Logements mis en chantier*	2 134	-29,1%	11 530	-16,0%	168 128	-15,9%

\* logements ordinaires (= hors logements en résidence)

Logements\* autorisés entre 2006 et 2014



Permis autorisés pour les logements par canton



Source : Sit@del2 - Traitement : Observatoire Économique, Social et Territorial de la Vendée

## 11 - VENDÉE : Locaux non résidentiels

### Surfaces autorisées et commencées particulièrement basses en Vendée sur les 8 premiers mois de 2014

↳ **En Vendée, les surfaces de plancher autorisées pour les locaux non résidentiels se sont élevées à 353 100 m<sup>2</sup> au cours des 8 premiers mois de 2014, soit le plus faible niveau depuis plus de 10 ans.** Elles s'inscrivent **en très nette dégradation de -32,7%** comparé à la même période de 2013 (-36,5% sur le 1<sup>er</sup> trimestre comparé au 1<sup>er</sup> trimestre 2013, -37,9% sur le 2<sup>ème</sup> et -16% sur juillet/août).

**Dans le détail, cette forte contraction est observée pour tous les types de locaux :** -36,4% pour l'industrie-stockage, -30,8% pour le commerce, -31,8% pour les bâtiments agricoles, -29,8% pour les bâtiments de service public et enfin, -32,5% pour les autres destinations (bureaux, hébergement hôtelier et artisanat).

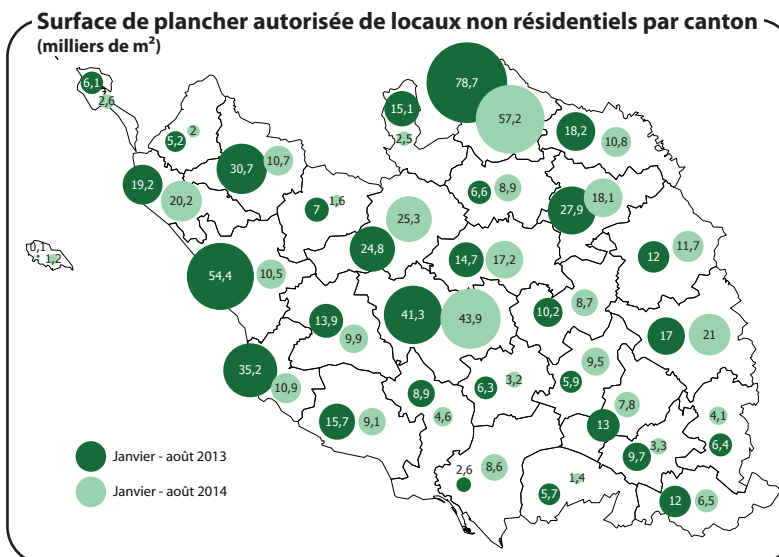
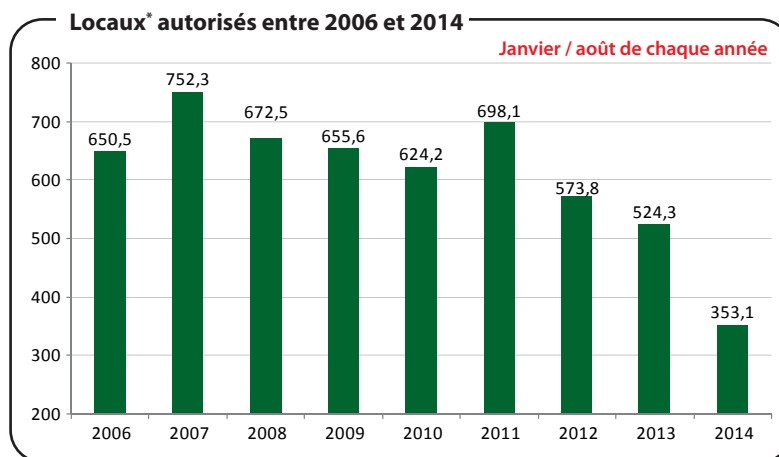
↳ **Concernant les surfaces de plancher commencées, elles ont également enregistré un très net recul de -40,7% sur la période considérée comparé à la même période de 2013.** Ces dernières se replient sur les 2 premiers trimestres de -35%, puis encore plus fortement sur juillet/août (-50,3%). Tous les types de locaux sont également concernés par cette contraction ; l'industrie-stockage étant le secteur le plus touché (-64,4% comparé aux 8 premiers mois de 2013).

↳ **En Région, les surfaces de plancher autorisées ainsi que celles commencées reculent sur les 8 premiers mois de 2014 de respectivement -8,9% et -15,7%.**

**En France, la tendance est la même :** les surfaces autorisées et commencées sont en repli respectivement de -10,3% et -7,7%.

	Vendée		Région		France	
	janv.-août 2014	Évol. 2013/2014	janv.-août 2014	Évol. 2013/2014	janv.-août 2014	Évol. 2013/2014
Locaux* autorisés	353,1	-32,7%	1 979,8	-8,9%	24 610,3	-10,3%
Locaux* commencés	218,0	-40,7%	1 438,0	-15,7%	16 916,0	-7,7%

\* surface de plancher de locaux non résidentiels (en milliers de m<sup>2</sup>)



## 12 - VENDÉE : Immatriculations de voitures particulières neuves

Sources : Fichier central des automobiles - CCFA  
Traitement : OESTV

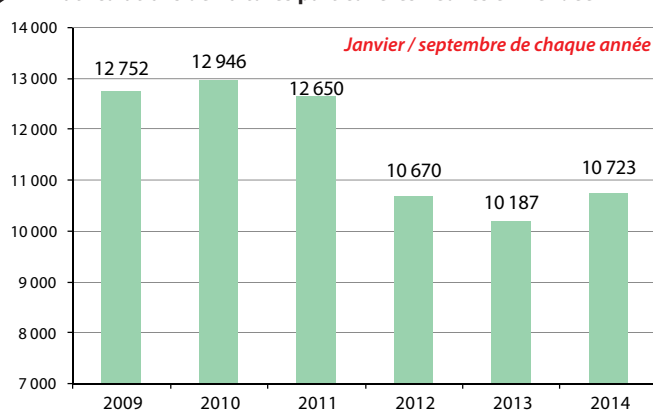
### Rebond des immatriculations sur les 9 premiers mois de 2014 après une année 2013 délicate ... ... mais à des niveaux toujours bien en deçà de ceux observés entre 2009 et 2011

**Sur les 9 premiers mois de 2014, les immatriculations de voitures de tourisme neuves en Vendée s'inscrivent en hausse de +5,3% comparé à la même période de 2013 ; soit 10 723 unités contre 10 187 un an auparavant.**

Après 6 bons premiers mois (+6,1% au 1<sup>er</sup> trimestre 2014 comparé au 1<sup>er</sup> trimestre 2013 et +9,0% au 2<sup>ème</sup> trimestre), les immatriculations ont cependant stagné au 3<sup>ème</sup> trimestre à +0,2% en raison notamment de mauvais résultats enregistrés au mois de juillet (-7,8% comparé à juillet 2013).

**En France, le nombre d'immatriculations de voitures neuves progresse également sur les 9 premiers mois de 2014 de +2,4% comparé à la même période de 2013.**

#### Immatriculations de voitures particulières neuves en Vendée



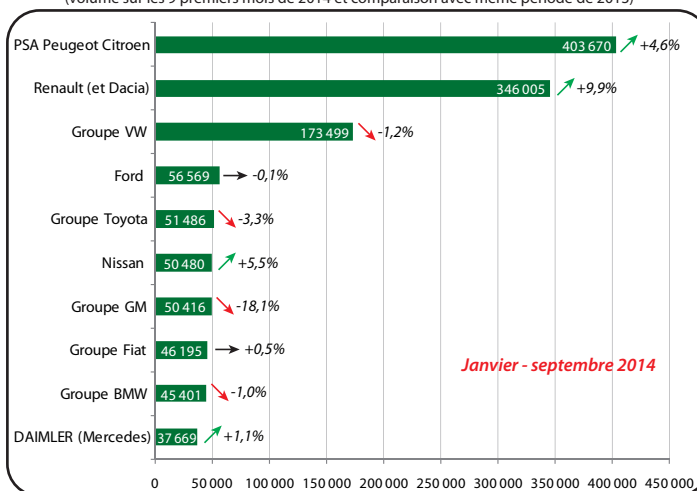
## Immatriculations par constructeur en France

La hausse des immatriculations de voitures particulières neuves enregistrée en France sur les 9 premiers mois de l'année a essentiellement profité aux constructeurs automobiles nationaux : +4,6% pour PSA (+7,5% pour Peugeot et +1,2% pour Citroën) et +9,9% pour le Groupe Renault (+6,9% pour Renault et +21,2% pour Dacia).

Sources : Fichier central des automobiles - CCFA  
Traitement : OESTV

### Immatriculations de voitures particulières neuves en France

(volume sur les 9 premiers mois de 2014 et comparaison avec même période de 2013)



## 13 - VENDÉE : Immatriculations de véhicules utilitaires < et > à 3,5 tonnes

Sources : Fichier central des automobiles  
Traitement : OESTV

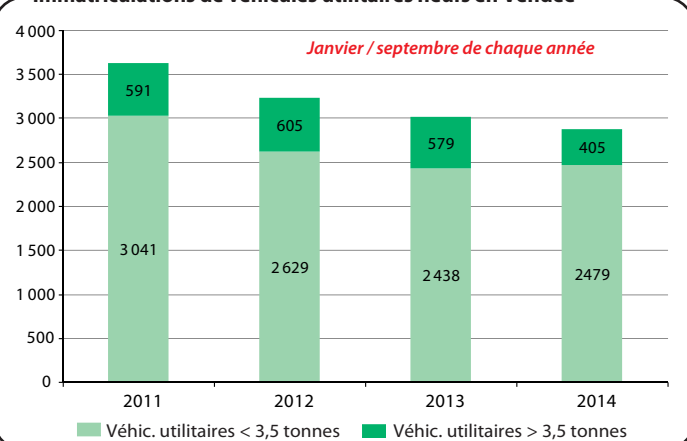
### Légère hausse des immatriculations de véhicules utilitaires légers ... forte contraction pour les poids lourds

Sur les 9 premiers mois de 2014, les immatriculations de véhicules utilitaires neufs en Vendée ont reculé de -4,4% comparé à la même période de 2013 (2 884 unités contre 3 017 un an auparavant).

Les ventes de véhicules utilitaires légers (< 3,5 tonnes) ont très légèrement progressé sur la période de +1,7% (2 479 unités contre 2 438) tandis que celles relatives aux véhicules de plus de 3,5 tonnes se sont fortement contractées de -30,1% (405 unités contre 579).

En France, la tendance est la même avec une légère hausse de +0,6% de l'ensemble des immatriculations sur les 9 premiers mois de 2014 qui traduit une croissance pour les véhicules utilitaires légers de +1,8% à 269 665 unités et un repli pour les véhicules supérieurs à 3,5 tonnes de -9,6% à 28 421 unités.

### Immatriculations de véhicules utilitaires neufs en Vendée



## Partenaires financeurs de l'OESTV



## Les organismes suivants soutiennent l'OESTV

- Chambre d'Agriculture
- Chambre de Métiers
- Chambre des Notaires
- Fédération du Bâtiment de la Vendée
- Fédération Travaux Publics 85
- FNTR Pays de la Loire
- MEDEF Vendée
- ORCAB
- Ordre des Experts Comptables
- SYSTEME U Vendée
- SYDEV
- TRIVALIS
- UDAF Vendée
- UIMV
- UPA Vendée
- Association Entreprises des Olonnes
- Banque Palatine
- BDO Atlantique
- BTP CFA Vendée
- Caisse d'Épargne des Pays de la Loire - Entreprises
- Caisse d'Épargne des Pays de la Loire - Particuliers
- Casino des Pins
- CAUE Vendée
- CAVAC
- CEAS Vendée
- CER France Vendée
- CERA
- CNAM Vendée
- E.Leclerc - SAS Sodilonne
- E.Leclerc - SAS Sodiroche
- ERDF Vendée
- Escales Ouest / ARIDEV
- Fédération Départementale des Maisons Familiales Rurales
- Fleury Michon
- GAUTIER France
- Groupe ATLANTIC
- Groupe LIEBOT
- Groupe MOUSSET
- Holding ROUTHIAU
- ICES
- ICFS MESLAY
- KUHN-AUDUREAU SA
- Maison de l'Emploi Roche Agglo
- Maison Départementale des Associations de Vendée
- Mutuelles de Vendée
- PRAMAC
- Réseau Entreprendre Vendée
- SAUR Vendée
- Société Générale
- SOHETRA
- TV Vendée
- UDOGEC Vendée
- URSSAF Pays de la Loire
- Vendée Logement esh
- VM Matériaux
- You Industrie
- Yves COUGNAUD
- Communauté de communes du Canton de Rocheservière
- Communauté de communes des Olonnes
- Communauté de communes du Pays des Herbiers
- Communauté de communes du Pays de Challans
- Communauté de communes Vendée Sèvre Autise
- Communauté de communes Terres de Montaigu
- Roche sur Yon Agglomération
- Commune du Château d'Olonne
- Commune des Herbiers
- Commune de Luçon
- Commune d'Olonne-sur-Mer
- Commune de Saint-Gilles-Croix-de-Vie
- Commune de la Tranche-sur-Mer
- Société Publique Régionale Pays de la Loire
- Conseil Général de la Vendée



### Observatoire Économique Social et Territorial de la Vendée

16 rue Olivier de Clisson - CS 10049 - 85002 LA ROCHE SUR YON Cedex

Tél : 02.51.24.83.33 Fax : 02.51.62.72.17 e.mail : oestv@wanadoo.fr - Site Internet : www.oestv.fr